



> Les blogs du « Diplo » > **Silicon circus**

i 87

DISTRIBUTION CONTRE EXTRACTION

La reconquête des données passera par les villes

PAR EVGENY MOROZOV, 23 AOÛT 2018

EN dépit de sa prétendue complexité, notre avenir numérique repose sur une logique fondatrice très claire, à savoir l'interaction de deux dynamiques conflictuelles : d'une part celle de l'extraction des données, alimentée principalement par le besoin des géants de la technologie en nouvelles sources de données, et d'autre part la distribution des données, promue par tous ceux qui s'opposent à l'ascension rapide de ces grands groupes qu'on surnomme les Big Techs.

Le *Wall Street Journal* a récemment fourni [<https://www.wsj.com/articles/facebook-to-banks-give-us-your-data-well-give-you-our-users-1533564049>] un exemple de la première dynamique citée en révélant les efforts de Facebook pour persuader les banques de leur communiquer des données sur leurs clients, notamment

leurs relevés de compte et leurs paiements par carte (Facebook se défend de rechercher « activement » ces informations).

Ce faisant, le réseau social veut que ses services apprennent à accomplir des tâches aussi routinières que contacter le service client d'une banque ou réaliser des paiements. Plus on reste longtemps sur le site pour accéder à nos données, plus il en accumule. Sur Facebook, tous les chemins mènent à l'extraction des données.

En revanche, les tenants de la distribution des données ne se reconnaissent pas dans une seule et même idéologie unificatrice. Ils s'accordent toutefois sur la nécessité de mettre un terme à la mainmise des plateformes technologiques, ces gardiens autoproclamés des données mondiales.

La branche droite de ce mouvement a émergé relativement tôt, car de nombreux secteurs ont vite compris que s'ils laissaient les Big Techs s'emparer de leurs données, leurs marges finiraient par fondre comme neige au soleil.

Leur solution, vantée par les participants au Forum économique mondial de Davos et autres néolibéraux, consiste à étendre le paradigme de la propriété privée aux données personnelles, ce qui entraînerait une augmentation drastique des coûts de leur extraction. Le think tank français Génération Libre a récemment publié [un rapport de 150 pages \[https://www.generationlibre.eu/wp-content/uploads/2018/01/2018-01-generationlibre-patrimonialite-des-donnees.pdf\]](https://www.generationlibre.eu/wp-content/uploads/2018/01/2018-01-generationlibre-patrimonialite-des-donnees.pdf) sur les avantages de cette proposition, faisant miroiter une utopie des données où les marchés seraient décentralisés et les contrats automatiquement respectés. Des propositions qui feraient passer Friedrich von Hayek pour un socialiste.

Un tel programme est largement façonné par l'analyse qu'une certaine droite fait de la condition contemporaine,

décrite comme une « féodalité numérique ». Ce diagnostic se fonde sur l'observation — avérée — selon laquelle certaines entreprises nous dérobent des ressources précieuses (en l'occurrence, les données) sans en payer le prix. Cependant, s'il s'agit là de féodalité, alors le vrai capitalisme n'est pas encore advenu : car quoi de plus capitaliste que d'obtenir des choses gratuitement ?

De même, l'idée que les Big Techs ne sont qu'une poignée de rentiers passifs qui vivent aux dépens des (données de leurs) utilisateurs est peu crédible compte tenu de leur énorme budget en matière de recherche et développement : Amazon, Alphabet, Facebook, Microsoft et Apple y ont consacré **près de 71 milliards de dollars l'année dernière** [<https://www.recode.net/2017/9/1/16236506/tech-amazon-apple-gdp-spending-productivity>]. Les Big Techs représentent le capitalisme par excellence, ou plutôt le pire du capitalisme. Parler du début d'une « féodalité numérique », c'est un peu comme être nostalgique d'un capitalisme qui n'a jamais existé (*lire « **Féodalisme 2.0** »*).

Ce mouvement favorable à la distribution des données comporte aussi un courant de gauche. L'idée d'une nouvelle approche de la propriété des données, notamment à travers la création d'un fonds national des données, a fait des adeptes au sein du **parti travailliste britannique** [<https://www.monde-diplomatique.fr/2018/04/POPELARD/58554>]. Les sociaux-démocrates allemands (SPD) ont récemment formulé une proposition encore plus ambitieuse.

Andrea Nahles, chef de file du SPD, **écrit dans *Handelsblatt*** [<https://www.handelsblatt.com/meinung/gastbeitraege/gastkommentar-die-tech-riesen-des-silicon-valley-gefaehrden-den-fairen-wettbewerb/22900656.html>], quotidien allemand spécialisé dans l'économie, qu'il faudrait contraindre les grands groupes à partager leurs données avec le reste de la société, afin de ne pas entraver le

progrès social. L'article compare les géants de la technologie aux géants pharmaceutiques qui, légalement, ne peuvent pas jouir de droits exclusifs indéfinis sur la propriété intellectuelle.

Cette position semble raisonnable, mais pour être crédible et efficace, le programme distributif de la gauche doit surmonter un obstacle de taille : la méfiance croissante des citoyens envers l'État, accusé de ne plus servir leurs intérêts.

La confiance ne reviendra pas en livrant plus de données aux institutions publiques, qui pratiquent déjà une surveillance excessive. Reste également la suspicion que ces données pourraient être utilisées à des fins de manipulation sociale pour influencer la société et provoquer des changements comportementaux *à base de nudge* [<https://www.monde-diplomatique.fr/2013/07/RAIM/49330>]. Au regard des institutions étatiques telles qu'elles existent aujourd'hui, leur confier toutes nos données ne ferait qu'alimenter les théories conspirationnistes des groupes d'extrême droite *sur le deep state* [<https://www.monde-diplomatique.fr/2017/05/HALIMI/57492>].

La gauche distributive ne doit donc pas rechigner à proposer des réformes politiques ambitieuses pour accompagner leur nouveau régime de propriété des données. Ce dernier ne fonctionnera que dans le cadre d'une révolution démocratique qui transformera la culture politique ainsi que l'économie numérique. Or cette révolution doit ouvertement reconnaître qu'aujourd'hui, un changement démocratique véritable a plus de sens s'il se produit à l'échelle d'une ville, et non d'un État-nation, comme l'avancent des politiciens de droite et de gauche.

Symbole d'un cosmopolitisme ouvert vers l'extérieur, la ville offre une réponse crédible au carcan homogène de l'État-nation. C'est à ce jour le seul milieu où il semble encore possible d'exercer un contrôle démocratique réel sur sa vie,

quelle que soit l'ampleur du problème. Du transport à la livraison de nourriture, en passant par le logement et la consommation d'énergie, la ville montre à quel point les technologies numériques imprègnent notre vie. Ce n'est pas un hasard si la ville est aussi la **première cible des géants de la technologie** : s'ils parviennent à contrôler ses infrastructures, le reste suivra.

Le vrai défi pour la gauche consiste donc à trouver un moyen de distribuer non seulement les données, mais aussi le pouvoir. Elle doit encourager l'État-nation à faire des villes les fers de lance d'une démocratie radicale, désireuse de déployer les données mises en commun et l'intelligence artificielle dans l'intérêt des citoyens. S'il ne met pas l'accent sur l'émancipation, l'idéal de distribution de la gauche ne sera qu'une aubaine pour l'extrême droite.

EVGENY MOROZOV

Traduction depuis l'anglais [<https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/aug/19/there-is-a-leftwing-way-to-challenge-big-data-here-it-is>] : Métissa André.

Mot clés: Ville Internet Industrie Capitalisme Technologie
Mondialisation Extrême gauche Technologies de l'information
Technologies de la communication